



## L'EPA de Trump va abandonner les règles sur la pollution aux toxines

Par [Patrick Martin](#)

Mondialisation.ca, 11 juin 2018

[wsws.org](#) 11 juin 2018

Région : [États-Unis](#)

Thème: [Environnement](#)

Sous la direction du gouvernement Trump, l'Agence de protection de l'environnement (Environmental Protection Agency - EPA) révisé radicalement sa méthode pour déterminer les risques pour la santé et la sécurité associés aux produits chimiques toxiques, en considérant seulement l'effet de l'exposition sur le lieu de travail et la consommation directe des toxines sans analyser l'effet à long terme de la diffusion de ces substances dans l'air, l'eau et la terre.



Pollution à Houston, Texas [Photo : Michelle Rivera]

Un article dans le *New York Times* de vendredi a qualifié cette décision de « grande victoire pour l'industrie chimique ». La décision a vidé de toute substance l'application d'une loi adoptée en 2016 exigeant que l'EPA évalue des centaines de produits chimiques, afin de déterminer s'ils doivent faire face à de nouvelles restrictions, voire être retirés du marché.

Selon le *Times*, « au fur et à mesure qu'il passe en revue le premier lot de 10 produits chimiques, l'EPA a dans la plupart des cas décidé d'exclure de ses calculs toute exposition potentielle provoquée par la présence des substances dans l'air, le sol ou l'eau, selon plus de 1500 pages de documents publiés la semaine dernière par l'agence ».

L'agence examinera les dommages possibles causés par l'exposition sur le lieu de travail - par exemple, dans la fabrication d'un produit chimique - et par sa consommation directe lorsque le produit chimique est utilisé normalement, comme le perchloréthylène, suspecté d'être cancérigène et largement utilisé pour le nettoyage à sec. Mais l'accumulation du perchloréthylène dans les rivières et les cours d'eau, dans l'air ou dans les décharges ne sera pas étudiée, même si 44 États ont trouvé ce produit chimique dans l'eau potable.

Deux des hauts fonctionnaires impliqués dans cette prise de décision proviennent directement de l'industrie chimique. Nancy B. Beck, qui supervise l'unité de produits chimiques toxiques de l'EPA, était auparavant un membre du comité exécutif du Conseil américain de l'industrie de la chimie (American Chemistry Council - ACC), un lobby de l'industrie. Un autre fonctionnaire impliqué est Erik Baptist, un ancien avocat de l'Institut américain de pétrole (American Petroleum Institute - API), qui exerce des pressions de la part des compagnies pétrolières et gazières, dont beaucoup ont des filiales chimiques.

Selon le Fonds pour la défense de l'environnement (Environmental Defense Fund - EDF), « l'Administration Trump affaiblit systématiquement l'EPA et cherche à démanteler de nouvelles autorités clés et mandats que le Congrès vient de lui confier en vertu de la loi réformée sur le contrôle des substances toxiques ». Parmi les mesures prises par l'EPA, il y a un report indéterminé dans l'interdiction des utilisations à haut risque de trois produits chimiques dangereux : le chlorure de méthylène, la N-méthylpyrrolidone et le trichloréthylène.

L'EDF a mis en garde contre la prise de contrôle de l'EPA par des acolytes des industries polluantes, donnant Nancy Beck comme un exemple parfait de « haut fonctionnaire à l'ACC - la branche principale de lobbying de l'industrie de la chimie. Dans son nouvel emploi, elle façonne la politique sur les produits chimiques dangereux, prenant des décisions qui affectent directement les intérêts financiers des sociétés membres de l'ACC. »

Dans certains cas, Beck a introduit le langage écrit par l'ACC directement dans les mandats de l'EPA, impute le groupe environnemental.

Dans son analyse des risques uniquement pour les 10 premiers produits chimiques évalués dans le cadre de la Loi sur le contrôle des matières toxiques (Toxic Substances Control Act of 1976—TSCA), l'EPA va ignorer l'effet d'environ 31 millions de kilos par an d'émissions, selon une analyse de l'EDF.

Le *Times* a ajouté, sur la base de son examen de centaines de documents de l'EPA, que d'autres changements dans l'intérêt des pollueurs « réduisent les définitions de certains produits chimiques, y compris l'amiante. Certaines fibres ressemblant à l'amiante ne seront pas incluses dans les évaluations des risques, a déclaré un membre du personnel de l'agence, et les 4 millions de kilos d'amiante déposées dans des décharges dangereuses par an ou les 6 millions de kilos rejetées dans des décharges ordinaires par an ne seront pas inclus non plus. »

Tout compte fait, plus de 70 poursuites ont été intentées contre des mesures réglementaires de l'EPA. Presque toutes les poursuites contestant les actions des agences qui étaient alignées sur les intérêts des entreprises visant à augmenter le risque pour la population générale des substances toxiques rejetées dans l'air et l'eau ou jetées dans des décharges ordinaires plutôt que des sites prévus à cet effet.

Jeudi, l'EPA a publié également un avis anticipé sur l'élaboration des règles, indiquant qu'elle allait largement abandonner toute considération de coûts sociaux et d'avantages sociaux dans la formulation des règlements antipollution, limitant plutôt les règles aux coûts et avantages immédiats pour les entreprises impliquées.

Quelques jours plus tôt, le 1<sup>er</sup> juin, l'administrateur de l'EPA, Scott Pruitt, annonçait que l'agence ne considérerait plus l'amiante dans les maisons et les entreprises comme un

risque pour la santé, même si le nombre de décès par exposition à l'amiante est estimé à 12 000 par an rien qu'aux États-Unis.

L'EPA a également cherché à supprimer une étude du département de la santé et des services sociaux (HHS) qui suggérait des niveaux beaucoup plus faibles d'acide perfluorooctanesulfonique et d'acide perfluorooctane (PFOS et PFOA) pour la santé et la sécurité humaines que ceux suggérés par l'EPA. Ces produits chimiques se trouvent dans des substances largement utilisées comme le téflon.

Une coalition de plus de 50 groupes de défense des intérêts publics a lancé un appel le 7 juin pour la publication immédiate de l'étude de l'HHS supprimée sur les produits chimiques perfluorés dans l'eau potable. Dans une lettre au HHS, les groupes ont écrit que les membres de la famille des substances chimiques persistantes et bioaccumulables appelées PFAS « sont de puissants toxiques liés au cancer, à des dommages au foie et à la thyroïde ainsi qu'au développement des enfants, et à de nombreux autres effets néfastes sur la santé, notamment le système immunitaire. Le gouvernement devrait partager l'information sur ces dangers, ne pas la cacher. »

Les Démocrates du Congrès ont fait des attaques répétées sur l'administrateur de l'EPA Pruitt, mais ceux-ci ont largement tourné autour de sa corruption personnelle évidente, y compris l'acceptation de cadeaux de lobbyistes de l'industrie et d'autres petites transgressions. Il y a eu peu d'efforts pour mettre en évidence l'effet colossal sur la santé publique de la carte blanche délivrée par l'EPA de Trump à tous les grandes entreprises polluées.

Les Démocrates, comme les Républicains, font ce que veut le patronat américain, quand il s'agit de toute menace sérieuse sur leurs profits. Bien qu'ils prennent une pose plus écologique, cela a autant de contenu que leur prétention d'être favorables aux travailleurs, alors que le nombre de morts et de blessés au travail a augmenté pendant tout le mandat d'Obama.

Et ce fut sous les démocrates aussi bien que les républicains que de telles atrocités comme l'empoisonnement de l'approvisionnement en eau de Flint, Michigan et d'autres villes ont eu lieu, au service de la relance des profits des entreprises par la privatisation et la liquidation des actifs publics.

Patrick Martin

Article paru d'abord en anglais, WSWS, le 9 juin 2018

La source originale de cet article est [wsws.org](http://wsws.org)  
Copyright © [Patrick Martin](http://Patrick Martin), [wsws.org](http://wsws.org), 2018

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)